



Lundi 2 février 2024

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE out ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants. Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE. Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

Le racisme d'État n'a pas été inventé par Trump

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement « Black Lives Matter », avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève contre l'ICE, notamment responsable en 2025

de la mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennismen français Julien Pereira, ressorti amaigri de sept kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien.

L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « seulement » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

Ici aussi, le racisme d'État tue

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacen Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue. Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen. Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

Tout augmente sauf les salaires

Les prix se sont envolés, les résultats de la RATP aussi, mais nos salaires restent en basse altitude. Pas d'augmentation l'an dernier. À peine 100 euros brut en plus en 2024, bien loin de nos besoins.

Les réelles augmentations des salaires, on devra se battre pour les arracher ! Alors, on doit se saisir de l'appel à la grève le mercredi 18 février pour se rassembler devant le siège à Bercy, discuter et s'organiser avec nos collègues de comment aller chercher cet argent.

Leur accueil et le nôtre !

Après avoir fait la tournée des instances et des petits fours, Xavier Piechaczyk est nommé nouveau PDG de la RATP. Le même CV que les autres de son espèce : conseiller politique de Jean-Marc Ayrault puis de François Hollande, président de RTE (gestionnaire du réseau de transport d'électricité) où il a réprimé violemment une grève de plusieurs mois de travailleurs pour l'augmentation des salaires en envoyant les flics déloger les grévistes. On saura se souvenir qu'il n'y a que le rapport de force avec lui comme avec les autres, qu'il comprend !

Réseau de bus à l'heure patronale

A Béziers, la colère des conducteurs de bus monte face à leur nouveau patron, RATP Dev qui a récupéré la gestion du réseau en août. Ce dernier a lancé une réorganisation de grande ampleur, modifiant le parcours et les arrêts de plusieurs lignes. La multiplication des temps de parcours intenables et des retards pourrit le quotidien des travailleurs et des usagers. Comme ailleurs en France, le groupe RATP montre qu'il n'a rien à envier à Transdev ou Keolis pour dégrader les conditions de travail et de service. Ce qui compte, ce n'est pas le « savoir-faire » de tel ou tel patron, mais le rapport de force qu'on peut construire en nous organisant.

Allemagne : une partie des transports en commun bloqués par la grève

Métros, bus et tramways étaient à l'arrêt dans de nombreuses villes, en raison de l'appel à la grève lancé par le syndicat des services Verdi pour réclamer des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail tandis que les trains continuaient de circuler. Au total, près de 100 000 salariés dans 150 entreprises municipales de transport urbain et d'autobus étaient concernés par le mouvement. Les revendications portent notamment sur la réduction du temps de travail hebdomadaire, l'allongement des temps de repos et des primes plus avantageuses la nuit et le week-end. Dans quelques Länder, il est aussi question d'augmenter les salaires, en moyenne autour de 10 %.

Des manifestations ont également eu lieu à Hambourg (nord) et à Sarrebrück (sud-ouest). Depuis novembre, des discussions se tiennent entre représentants syndicaux et ceux des entreprises

municipales de transport public, mais jusqu'à présent elles n'ont pas abouti.

Capgemini, Thales et Parrot complices de l'ICE

Capgemini n'est pas la seule entreprise tricolore à avoir obtenu de juteux contrats avec l'ICE, la meurtrière police qui traque les migrants sur tout le territoire des États-Unis. Les groupes Parrot et Thales ont fait de même. Parrot fournirait ainsi des drones de surveillance à ICE, mais aussi à l'armée de terre, la marine et la police aux frontières des États-Unis. De son côté, Thales aurait fourni à la police de l'immigration son système de gestion des données biométriques, pour les contrôles d'identité. Mais qu'importe aux capitalistes les droits des personnes et la vie humaine quand on peut faire des affaires !

Le Medef veut s'en prendre aux CDI, au Smic et aux CDD

Le Medef propose la création d'un nouveau type de CDI, « pouvant être rompu sans motif pendant les premières années ». Le CDI est censé offrir une certaine sécurité de l'emploi, notamment en limitant les possibilités de rupture sans motif. Le Medef veut y mettre fin. L'organisation patronale suggère également de regarder du côté du Smic, « qui peut parfois constituer un frein à l'emploi pour les primo-entrants ». Ce qui signifie en langage clair que les nouveaux embauchés pourraient être payés en dessous du Smic. De plus, le syndicat patronal suggère d'abaisser, « en deçà d'un certain âge », la durée minimale des contrats à temps partiel, de supprimer les délais de carence entre deux CDD ou encore d'augmenter leur durée légale. Une déclaration de guerre aux jeunes et aux salariés.

MEETING

Des listes ouvrières et révolutionnaires

Avec l'interventions de nos candidats et nos porte-paroles :

**Blandine CHAUVEL,
Gaël QUIRANTE,
Selma LABIB**

19 Fév

19 H 30

**Espace
Charenton**

327 rue de
Charenton,
75012 PARIS